

Ceci n'est pas un Québécois

Pierre Lefebvre

Volume 50, numéro 1 (279), février 2008

Québécois, encore un effort...

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/34675ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lefebvre, P. (2008). Ceci n'est pas un Québécois. *Liberté*, 50(1), 66–78.

Ceci n'est pas un Québécois

Pierre Lefebvre

L'expérience est bien évidemment toute personnelle, mais pour ma part la chose la plus étrange, la plus déstabilisante et la plus étonnante qu'ait pu occasionner la Commission Bouchard-Taylor est que je me suis retrouvé, je n'oserais quand même pas dire à mon corps défendant, mais certainement, en tout cas, à ma bien grande surprise, à me poser à peu de choses près la question qu'énonçait Pierre Elliott Trudeau dans « La nouvelle trahison des clercs » : « Comment — sans recourir à l'idée absurde et rétrograde de souveraineté nationale — pouvons-nous préserver les valeurs nationales des Canadiens français¹? » Les épithètes condescendantes que sont « absurde » et « rétrograde », je me dépêche de le préciser pour les âmes sensibles, ne me sont quand même pas venues à l'esprit, et je ne me suis pas non plus laissé aller à évoquer les « valeurs nationales », mais quand même, mon doux Jésus, et surtout, saint Hubert Aquin, priez pour moi.

La foi étant décidément une affaire bien mystérieuse, on sait à quel point, même de nos jours, les voies du Seigneur restent impénétrables, j'ai un peu l'impression que cette prière s'est trouvée exaucée avant même que je ne l'évoque parce que la réponse de Trudeau, pour sa part, n'a jamais, en ces temps bien troublés, traversé ce qui me sert d'esprit. Cette réponse-là, comme on le sait peut-être, était pour lui fort simple : il s'agissait tout bonnement de se rendre indispensable aux destinées du Canada, et ce, au point où le reste du pays ne pourrait même pas s'imaginer pouvoir fonctionner sans l'apport canadien-français. Pour ce faire, les francos n'avaient qu'à s'arranger pour être en tout point exemplaires; chacun d'eux devait même, en fait, et en quelque domaine que ce soit — ingénierie, droit, médecine, chimie, littérature, législature, théâtre, *and so on* —, susciter chez

1. Pierre Elliott Trudeau, « La nouvelle trahison des clercs », *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, HMH, coll. « Constance », 1978, p. 187.

nos compatriotes canadiens-britanniques, comme les appelle Trudeau, un tel sentiment d'envie ou encore de jalousie que ces derniers se mettraient d'une seule fripe à singer nos manières de façon à pouvoir briller en société.

On sait ce que fut à cette proposition-là la réponse d'Hubert Aquin. Dans son célèbre « La fatigue culturelle du Canada français », il se demande en effet, entre autres : pourquoi est-ce que je devrais, pour justifier mon existence collective, me mettre à briller dans le regard de l'autre ? Pourquoi à une problématique politique, donc collective, me faudrait-il répondre en tant qu'individu ? Il semble d'ailleurs que le temps lui ait donné raison : Maurice Richard, les trois colombes du « French Power », le prix cannois de la mise en scène de Michel Brault pour *Les Ordres*, Céline Dion, le Cirque du Soleil, l'Ours d'or de Martine Chartrand pour *Âme noire*, le prix Europe de Robert Lepage, les prix d'interprétation féminine, à Cannes encore, de Marie-Josée Croze et de Monique Mercure, en passant par Julie Payette et Marc Garneau dans l'espace, l'Oscar de Denys Arcand ou les succès internationaux de Wajdi Mouawad et de Michel Tremblay, de même que les wagons de métro bien de chez nous à Chicago ou à Paris, n'ont en rien, que je sache, ralenti, encore moins empêché, le taux d'assimilation galopante des communautés francophones hors Québec.

Quarante-cinq ans après ces deux articles, ce qui veut dire après deux référendums, le rapatriement de la Constitution, la Charte canadienne des droits et libertés, Meech, Charlottetown, le Bloc québécois à Ottawa, l'Action démocratique du Québec à l'opposition officielle, le dérèglement climatique qui a remplacé la guerre nucléaire totale dans le rôle de l'angoisse publique numéro un, je me demande donc ce que débat-là a encore et toujours à nous dire en ces drôles de temps où l'expression juridique « accommodement raisonnable » semble avoir perdu tout son sens tellement les médias l'ont triturée n'importe comment sur la place publique.

La première chose qu'on remarque en relisant aujourd'hui les deux textes est à quel point les conceptions de Trudeau ont su imprégner les esprits par rapport à celles d'Aquin. L'essentiel de l'œuvre constitutionnelle de l'ancien premier ministre, de la loi

officielle sur le bilinguisme au multiculturalisme, se retrouve déjà en effet, c'est amusant de le constater, à peu de choses près tout entière dans « La nouvelle trahison des clercs ». Les vues d'Aquin, par contre, semblent encore diaphanes même chez ceux qui caressent toujours le projet indépendantiste. Qu'il s'agisse de « Les peuples n'ont pas d'essence. Pendant un temps donné d'observation, ils peuvent se caractériser par des attitudes ou des institutions spécifiques; mais cela n'est pas une essence² », de « La nation n'est pas, comme le laisse entendre Trudeau, une réalité ethnique³ », ou de « De fait, il n'y a plus de nation canadienne-française, mais un groupe culturel-linguistique homogène par la langue⁴ », ou encore de « Une culture *globale* canadienne-française ne postule aucunement une homogénéité de fait⁵ », rien de tout ça n'a eu de répercussions concrètes au Québec ou dans le reste du Canada. C'est bien dommage, parce que la pensée d'Aquin nous éviterait, d'une part, pas mal d'hérouxvilleries et qu'elle nous éviterait aussi d'avoir à faire le grand écart à toutes les fois qu'on essaye de dire « nous », parce qu'il nous serait clair que ça ne revient qu'à désigner ceux qui, par accident de naissance ou par nécessité politico-économique, partagent cette « culture globale ».

La belle question qu'on pourrait toujours se poser à ce sujet-là est la suivante : pourquoi est-ce que les conceptions d'Aquin ne passent toujours pas alors que celles de Trudeau ont non seulement passé, mais sont même devenues hégémoniques? On peut toujours se dire, bien sûr, que passer 15 ans à la tête d'un État aide beaucoup à faire avancer ses idées. De son côté, Aquin, qu'on ne lit plus trop⁶, n'avait de toute façon à opposer à la machine d'État, à partir de 1977, que ce mythe d'écrivain maudit

2. Hubert Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français », *Blocs erratiques*, Montréal, Typo, 1998, p. 88.

3. *Ibid.*, p. 89.

4. *Ibid.*, p. 90.

5. *Ibid.*, p. 94.

6. Robert Richard et moi le rappelions bien dans les derniers numéros de la revue, de même que nous mentionnions les épithètes de « dangereux », « illisible », dont on a affublé *Prochain épisode* sur les ondes de la Première chaîne de Radio-Canada.

qu'on n'arrêtait pas de lui coller au sépulcre, lui d'ailleurs qui, c'est le comble, souhaitait voir mourir cette appellation. Je veux bien croire que, dans certaines circonstances, David peut triompher de Goliath, mais convenons également que ce n'est pas toujours le cas. Cela dit, j'ai quand même l'impression qu'autre chose est à l'œuvre dans le destin de ces deux articles. Quelque chose, oui, mais quoi ?

Pour essayer de répondre à cette impossible question, je commencerai par évoquer le titre d'un ouvrage bien connu de Cioran parce qu'il me semble que, parmi tous les inconvénients d'être né, il y a certainement, presque en tout premier lieu, le fait de se trouver, sans avoir rien demandé, immergé, submergé, au beau milieu d'une culture donnée. Langue maternelle, famille, patrie, j'aime penser qu'un nouveau-né n'est au fond rien d'autre qu'un immigrant, pauvre de surcroît parce que tout nu et sans défense face à tout ce qui se trouve autour de lui et qui se mettra, tout bientôt, à le façonner plus ou moins n'importe comment d'une manière ou d'une autre. Dieu merci, si on me passe l'expression en ces temps laïques, cet immigrant-là, au fil du temps, va quand même pouvoir, à un moment donné, voir émerger la chance de prendre sa revanche et d'attraper au collet sa culture d'accueil afin de la brasser comme du monde, de la questionner, de la reformuler et même, dans certains cas exceptionnels j'en conviens, de la remodeler.

« La culture », comme nous le disait André Malraux dans un discours prononcé en 1959 à Athènes⁷, « ne s'hérîte pas, elle se conquiert. » Cette conquête-là — la vie, il faut le dire, est bien cruelle — n'est pas des plus faciles, sans doute parce qu'il s'agit d'une entreprise où trahison et fidélité sont prises pour avancer de concert main dans la main. Ce qu'on pourrait toujours dire, c'est qu'à partir de ce moment-là, le natif comme l'immigrant se placent en quelque sorte dans la position du porte-parole officiel de l'opposition, puisqu'en face de lui se trouve le pouvoir plus ou moins souverain de la tradition. Il lui faut même dans certains cas

7. André Malraux, « Hommage à la Grèce », *La politique, la culture*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1996, p. 255.

prendre le maquis, l'Assemblée nationale n'étant pas toujours en mesure de jouer le jeu des réformes, et dès lors tenter, comme il le peut, tant bien que mal, de bricoler une révolution.

Cette entreprise-là, je ne peux pas m'empêcher de la voir comme le tout premier des devoirs citoyens, et je crois fermement qu'il s'applique aussi bien à ceux qui se sont trouvés à naître et vivre sur un sol précis qu'à ceux qui ont choisi, ou se sont vu imposer par la violence du malheur, de s'installer ailleurs. Ceux-là, pourtant, possèdent sur les natifs du lieu un extraordinaire avantage : la distance critique face à leur culture d'accueil, tout comme à celle de leur origine, leur est pour ainsi dire, par la magie du déracinement, donnée d'emblée. Cette belle distance, cette inadéquation est d'ailleurs, me semble-t-il, le plus riche, le plus fertile apport que l'étranger, qui peu à peu devient un frère, peut faire à sa terre d'adoption. C'est, en effet, chaque fois avec de l'autre, de l'étrangeté, qu'on fait du soi, et ce, même au sein de sa culture et de sa langue maternelle. Le tabou de l'inceste, comme on le sait, ne vient de toute façon que de ce principe-là : on ne copule comme du monde qu'avec des étrangers.

Face à la culture, donc, la nôtre comme celle des autres, il ne saurait être question de rester passif, de se contenter de la recevoir, que ce soit comme une caresse ou un coup de pied au cul, mais bien d'aller à elle comme des aventuriers. Les cultures et les histoires nationales, en effet, dans leur version autorisée, sont plus souvent qu'autrement des hagiographies trop heureuses d'éviter les déboires. Conquérir sa culture, c'est d'abord mettre à mal ce récit aussi officiel que fantasmatique afin de tenter de s'appuyer sur le véridique plutôt que sur le mythique. Chaque culture, comme on le sait, contient son lot d'épisodes dont il n'y a pas de quoi être fier, et pourtant, il faut bien faire face à ces zones d'ombres, les porter encore et toujours dans ses bagages et bien évidemment les transcender, c'est-à-dire, pour faire court, les rendre fertiles. Vaste programme, comme disait l'autre, mais tout de même essentiel, l'autre option étant de voir tout ça se transformer en gangrène. L'opération — bien sûr, c'est chiant — demande beaucoup d'efforts, parce qu'on est alors, somme toute, forcé, comme un saumon, de nager à contre-courant pour

pouvoir féconder. Cela dit, il y a une grosse différence entre *l'Homme et le saumon*, parce que le point d'origine de *l'Homme* au contraire de celui du poisson n'est jamais un point fixe, précis, officiel, justement, mais quelque chose de fuyant, d'imprécis, une fois là, une fois ailleurs et, en fait, en même temps là et ailleurs.

Cette entreprise-là, on l'aura peut-être deviné, me fait immanquablement penser à l'inénarrable code de vie qu'ont pondu les conseillers municipaux de Hérouxville. Ce dernier m'apparaît en effet comme un exemple, pratiquement trop parfait pour être vrai, d'un héritage qu'on ne s'est pas donné la peine de conquérir et qui se complaît à bramer que tout est bien simple parce que, pour tout ce beau monde, la transmission, au fond, n'est que la reproduction sourde, muette et aveugle d'une tradition qu'on ne peut se permettre de remettre en question. Le principe devient, on le comprendra, bien amusant quand on pense que ceux qui cherchent, en ce moment, à délimiter une série de critères devant enchâsser l'identité québécoise sont les mêmes qui, il y a plus ou moins 75 ans, aimaient braire que le Canadien français était catholique ou qu'il n'était pas.

Moins nombreuses que les médias l'ont par moments laissé entendre, les insignifiances — j'entends ici les haineuses tout autant que les doucereuses (« tout le monde il est pas beau sauf nous, tout le monde il est beau même eux »), comme les plateaux insipides que l'on a pu entendre dans le cadre de la Commission Bouchard-Taylor — nous parviennent, elles aussi, d'un Québec qui s'est contenté de recevoir son héritage plutôt que de se donner la peine de le conquérir. Elles nous parviennent de gens malheureusement, si ce n'est douloureusement, empêtrés dans une identité fantasmatique du monde qui, puisque cette identité-là ne peut reposer que sur du vent, se retrouvent complètement démunis en face de ce qui, de prime abord, ne leur ressemble pas trop. Pour faire peur à ce monde-là, de toute façon, on n'a même pas besoin d'avoir le teint basané ou un nom à coucher dehors. On a juste à s'appeler Michel Tremblay et à affirmer qu'on se désintéresse quelque peu du projet indépendantiste depuis qu'il se justifie essentiellement par l'économie, ou Georges-Émile Lapalme et à proposer un ministère de la Culture

digne de ce nom, ou Jean-Charles Harvey et à répéter que Lionel Groulx n'est rien qu'un vieux grigou, ou bien Albert Laberge et à écrire *La Scouine*.

Ma langue, mon miroir

On sait bien sûr, c'est presque ridicule de le rappeler, à quel point le Québec est obsédé par sa langue. On sait aussi, on n'arrête pas d'y revenir de façon périodique, à quel point cet amour-là pour la langue française se double d'un certain rechingement dès qu'il est question d'en rappeler les règles grammaticales. On s'indigne alors en déclarant que, ce qui compte, parce que, wo, on n'a pas à se mettre à genoux devant l'Académie française, c'est de se comprendre entre nous autres. De l'autre côté, on rappelle, avec un ton plus ou moins grave, plus ou moins empesé, que puisque la langue est un outil il faut pouvoir l'utiliser correctement, ce qui n'est bien sûr pas faux, mais là, en vérité, n'est pas tout entière la question. Ce qui me fait tiquer, décrocher, même, quand j'entends des propos de cette eau-là, c'est précisément cette vision instrumentale de la langue qu'impliquent, de fait, ces deux réactions spontanées. C'est la conviction, donc, que la langue consiste en un outil alors que, on me passera, je l'espère, le jeu de mots, cette dernière tient plutôt de l'organe. Ce que j'entends par là, c'est que la langue n'est pas une mécanique aux rouages plus ou moins complexes, qu'elle n'est pas non plus une patente, par exemple un tournevis ou encore un ordinateur nous permettant d'accomplir des tâches précises. La langue, en effet, plus que tout autre aspect de la culture, reste d'abord liée au corps, à l'être, c'est-à-dire que c'est une affaire d'expressivité avant d'avoir trait à la communication. En ce sens, ce n'est pas tant « passe-moi le sel » ou « de retour dans cinq minutes », mais bien « avec la pauvreté natale de ma pensée rocheuse⁸ ».

Or, la richesse de la langue, dont on se gausse tant ici, ce qui permet par la même occasion, en ricanant en douce, de laisser entendre que les « Canadiens » n'ont pas de culture, la vitalité d'une langue, donc, entre en œuvre, me semble-t-il, précisément

8. Gaston Miron, « Paris » *L'homme rapaillé*, Montréal, L'Hexagone, 1994, p. 128.

à partir du moment où on arrête de la considérer comme un outil de communication et où on se met, au contraire, à l'appréhender comme mémoire, c'est-à-dire un espace ouvert aux métaphores et bien sûr, aussi, aux interprétations. Elle devient dès lors un véritable bien commun qu'il faut à la fois préserver et, bien sûr, enrichir. La chose m'apparaît tout particulièrement sensible dans le contexte québécois, dont l'une des particularités reste tout de même d'offrir à ce coin-ci de l'Amérique la possibilité d'une culture différente de celle que présente l'hégémonie anglo-saxonne du reste du Canada et des États-Unis. J'insiste sur « la possibilité », parce qu'il est clair que la conception de la langue-outil est ici aussi, tout comme dans le reste de l'Occident, fortement majoritaire. La seule différence, au fond, c'est que cette conception se double au Québec d'un pendant identitaire, rabaissant ainsi, somme toute, la langue au niveau d'une devise. On tient en effet trop souvent, me semble-t-il, à conserver la langue française comme d'autres tiennent à conserver leur monnaie nationale. Mais utiliser des roubles plutôt que des dollars américains n'a, à mon avis, pas tellement d'importance si l'on ne souhaite rien d'autre que de tirer son épingle du jeu de la compétitivité économique, c'est-à-dire poursuivre les mêmes visées que tout un chacun, mais, nuance, parce qu'on garde sa fierté, avec un outil bien distinct. Or, non seulement le Québec n'arrive pas à gossier un nombre décent de diplômés sachant se débrouiller comme du monde à l'intérieur du cadre restreint de cette vision instrumentale de la langue, mais en plus il semble déployer, en ce moment, l'essentiel de ses efforts à marginaliser, si ce n'est à affaiblir, la dimension culturelle et mémorielle de la langue. Quand je pense à la réforme scolaire, à notre ministère de l'Éducation qui affiche sans scrupules sa misologie en réduisant autant que faire se peut tout ce qui a trait aux humanités dans le cadre des cursus scolaires, en s'attaquant tout particulièrement à l'histoire et à la littérature, je me demande par moments si le but des gens qui y œuvrent n'est pas tout simplement l'abêtissement de la population. Parce que, quand même, comment transformer et bonifier notre condition de francophones minoritaires en cette vaste Amérique si au sein même des institutions scolaires on ne

nous permet même pas d'appréhender notre situation dans ses ramifications historiques et culturelles?

Mon autre, mon miroir

Une anecdote ne vaut toujours que ce qu'elle vaut, mais la première œuvre qui m'a ouvert les yeux sur ma « québécoïté » est le *Journal* de Witold Gombrowicz. Ah ! son : « Pour devenir Polonais, il faut cesser d'être Polonais. » Son : « Je voulais arriver à ce qu'un Polonais puisse dire avec orgueil : j'appartiens à une nation mineure. » Son : « Cette histoire [celle de la Pologne], il faut en somme l'écrire à rebours ; dire ce qui ne fut point accompli. » C'est à partir de là que j'ai commencé à me méfier du : « Nous sommes peut-être quelque chose comme un grand peuple » de René Lévesque, et des envolées lyriques de mes profs de cégep sur les extraordinaires réalisations de notre Révolution tranquille. Avant ma rencontre avec ce texte-là, j'avais plutôt tendance, essentiellement parce que c'était à la mode, à clamer « Québécois, nous sommes Québécois, le Québec saura faire, s'il ne se laisse pas faire » et autres « Speak White⁹ » de la même mouture.

Ce que je pourrais toujours dire pour ma défense, c'est que je suis d'origine canadienne-française, que je suis né en banlieue de Montréal, que j'ai fait mes études secondaires dans une polyvalente où l'on ne m'a refilé qu'un unique cours d'histoire du Québec dans lequel, finalement, je n'ai pas appris grand-chose : nous sommes arrivés et avons été de grands explorateurs ; après ça les Anglais sont arrivés, et nous sommes devenus des conquis ; après un bout de temps, il y a eu une rébellion, mais ça n'a pas marché. En plus de tout ça, l'Église, à un moment donné, est devenue méchante, mais il y a eu la Révolution tranquille, et depuis ce temps-là tout va, fiou ! pour le mieux, parce que nous avons cessé d'être une gang de peasoups pour enfin devenir Québécois. Tout ça s'est passé en secondaire quatre et j'avais quatorze ans. L'année suivante, dans mon cours de français, on m'a fait lire *Agaguk* d'Yves Thériault et *La belle bête* de Marie-Claire Blais. J'étais fin prêt pour le cégep.

9. Le célèbre poème de Michèle Lalonde, bien sûr !

Comme j'ai eu le bonheur d'arriver là au début des années 1980, et qu'en plus je m'étais inscrit en lettres, j'ai eu la grande chance d'être initié à la littérature d'ici par le biais de ce qui se faisait aux Herbes rouges et à La Nouvelle Barre du jour, soit donc une série de poèmes et de proses dans lesquels revenaient tout le temps le mot «texte», le mot «corps», plus souvent qu'autrement accolés l'un à l'autre par un «/». Les trois autres mots les plus populaires étaient : «théorie», «désir» et «fiction», qu'on retrouvait aussi accolés les uns aux autres par moments, d'une façon ou d'une autre. On m'a aussi appris, là encore, que nous n'étions plus, Dieu merci, attardés, et ce, parce qu'on était maintenant modernes et que nous faisons une des littératures les plus inventives du monde, la preuve en était que le Québec avait même inventé un nouveau genre, soit le «texte». On m'a aussi, parce qu'on considérait qu'il fallait quand même nous donner un petit peu de perspective historique, fait lire une couple de Grands Anciens, comme *Salut Galarneau!* de Godbout, quelques affaires de Nelligan, quelques autres de Saint-Denys Garneau, peut-être même un Hébert (Anne) et peut-être aussi, mais je n'en suis plus sûr, un Ducharme et puis aussi un Antonine Maillet. Peu importe, de toute façon, ce qu'on pouvait nous faire lire de ce qui avait été publié avant 1978, on nous faisait très bien comprendre de quel bord le vent soufflait maintenant, et ce côté-là était celui de Nicole Brassard, France Théoret, Claude Beausoleil, Jean-Paul Daoust et André Roy.

On ne me croit généralement pas quand je dis ça, mais Jacques Ferron, Arthur Buis, Jules Fournier, Hubert Aquin, Fernand Dumont, Gabrielle Roy, Jean-Charles Harvey, Gaston Miron, Jacques Brault, Jean-Jules Richard, André Major, pour ne nommer que ceux-là, ne m'ont jamais été mentionnés, pas plus de toute façon que Goethe, Shakespeare, Rabelais ou Cervantès. Je le précise de nouveau, j'étais inscrit en lettres. Tout ça pour dire que la littérature québécoise me dégoûtait à ce moment-là, faut dire qu'on le serait à moins, et que c'est comme ça qu'un livre polonais s'est retrouvé à faire mon éducation québécoise. Comme le disait Jean Vilar : «La culture, ce n'est pas ce qui reste quand on a tout

oublié, mais au contraire, ce qui reste à connaître quand on ne vous a rien enseigné.»

Quel est le rapport entre tout ça et l'opportunisme politique qui a engendré la fameuse Commission dont se délecte le reste de la presse canadienne? Encore et toujours la question de Trudeau, que l'on pourrait reformuler de la sorte aujourd'hui : comment, donc, en ce moment même, à l'intérieur du cadre canadien dont nous ne semblons pas près de nous extraire, pouvons-nous faire en sorte que la culture québécoise non seulement ne s'effrite pas, mais qu'elle prenne aussi, par-dessus le marché, un peu de coffre? La question n'est pas, j'en conviens, facile. C'est peut-être pourquoi ce qui me vient tout d'abord à l'esprit n'est en rien une réponse, mais plutôt la belle, devrais-je dire l'émouvante, désolation qu'éprouvait René Lévesque à l'idée de la « loi 101 ».

Lévesque, en effet, a bien laissé entendre, au moment de l'adoption de la « loi 101 », que de se retrouver contraint de légiférer sur la langue était une expérience nécessairement humiliante. Humiliante pour ceux à qui la loi s'adressait, bien sûr, mais surtout, surtout, humiliante pour ceux qui se voyaient forcés d'y avoir recours. Sans prôner, comme le faisait son vieil adversaire, que le Québec devait se condamner à l'excellence, Lévesque se désolait quand même que la culture et la langue locales ne soient pas suffisamment séduisantes pour que tous ceux qui habitent sur le territoire québécois soient spontanément tentés de se l'acaparier. La réponse à cette désolation, au-delà des contingences historiques qui nous forcent la main du côté législatif, réside peut-être bien dans cet appel de Gombrowicz à l'élaboration d'une histoire à rebours, c'est-à-dire l'effort pour enfin s'octroyer un regard aussi éclairé que jouissif sur l'ensemble de nos échecs.

Question de choix, ou encore d'intérêt, mais parmi tout ce qui a échoué, tout ce qui n'a pas eu lieu et que nous pourrions tirer avec profit de notre « histoire à rebours », le cas de Georges-Émile Lapalme et de son *Pour une politique*, qui devait servir de programme à la Révolution tranquille, est celui que je choisirais. Lapalme y énonçait entre autres : « Le moment est venu de concevoir politiquement l'État provincial du Québec comme un phénomène culturel. » Ce n'est ainsi pas par coquetterie ou suffisance ou

élitisme que le premier article de son programme était la création d'un ministère de la Culture, premier projet du genre en Amérique du Nord. Concevoir politiquement l'État provincial du Québec comme un phénomène *culturel* m'apparaît, en effet, comme l'une des phrases les plus justes, les plus audacieuses, je ne sais si j'ose dire révolutionnaires, qui aient jamais été évoquées ici par un homme politique. Je me mets parfois à rêver juste à l'idée de ce qui aurait pu se produire si Jean Lesage n'était pas venu la saccager.

C'est la raison pour laquelle, quand je repense au destin du projet de Lapalme, j'en arrive presque toujours à me dire qu'au niveau culturel, et dès lors politique, la Révolution tranquille fut essentiellement un double échec : elle a non seulement été incapable de rendre familière à plus de monde, ou si peu, la culture dite secondaire, c'est-à-dire les sciences comme les humanités, mais elle a de plus sapé la vitalité de la culture populaire dont était si richement pourvue la société traditionnelle canadienne-française. On se retrouve ainsi, aujourd'hui, dans une position bien fâcheuse, parce qu'orphelins de branches comme de racines. Il ne nous reste plus que le tronc, qui, il va sans dire, privé de ses deux organes vitaux, risque de ne pas produire beaucoup d'enfants forts. Non pas, je m'empresse de le préciser, que je craigne comme d'autres la mort du Québec à plus ou moins longue échéance, mais j'ai peur bien au contraire que se poursuive plus ou moins *ad vitam æternam* la vie agonique dont nous parlait si bien Miron — une vie agonique (parce que le drame est là) désormais tout aussi replète que satisfaite d'elle-même, telle qu'on peut la voir s'étaler avec bonheur et suffisance à *Occupation Double*, à *Loft Story* ou à *Tout le monde en parle*.

Pourtant, cette Révolution tranquille-là n'avait pas trop mal commencé. Des appels du cœur de Borduas et de sa bande aux propositions politiques de Lapalme, il y avait de quoi espérer. Malheureusement, le tout, comme une navette spatiale, a pété en plein vol, et la Révolution s'est contentée de changer l'Église par l'État. L'essentiel, la culture, fut bien rapidement mis de côté. Or, la culture, et la mémoire qu'elle charrie, est d'abord et avant tout une affaire de représentations. L'humanité, que voulez-vous,

nous sommes des êtres de culture, est ainsi faite qu'elle vit non pas au sein du monde, mais en celui des représentations qu'elle s'en fait. Quand une seule représentation a cours, quand une seule d'entre elles a voix au chapitre, c'est le grand début de la pauvreté, si ce n'est du malheur et même, dans certains cas extrêmes, de l'horreur. La raison, on s'en doute, en est simple : aucune représentation, aussi riche, aussi complexe soit-elle, ne saurait englober tout entier son objet et, bien entendu, se confondre à lui. La culture, l'alliage de la populaire et de la secondaire, permet justement de ne pas tomber dans ce panneau-là, qui demeure à mon avis le plus vicieux des pièges.

Cela dit, comment, parce que là se loge, me semble-t-il, le nœud gordien de toute l'affaire, s'arranger pour que le politique se sente responsable de ce que tout un chacun puisse avoir la possibilité d'acquérir les assises qui lui permettront de conquérir sa culture? Lapalme, encore lui, avait cette fort juste analogie au sujet de la culture : il la considérait, en effet, comme un service public, au même titre que l'électricité, les aqueducs, l'assurance maladie ou l'assurance chômage. On se doute bien à quel point le Parti libéral du Québec, le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec se trouvent à des années-lumière d'une telle conception et on voit bien assez mal de quelle manière ils pourraient, dans un avenir plus ou moins rapproché et même lointain, l'embrasser. La responsabilité, du coup, retombe sur chacun de nous, ce qui, malheureusement, nous ramène à la position de Trudeau, laquelle, comme Aquin le soulignait, est loin d'être idéale.

Que faire alors? Peut-être, en guise de conclusion, puis-je seulement suggérer — la boutade me servant essentiellement à ne pas désespérer — un petit exercice qui, je l'espère, pourra faire boule de neige et même devenir, un de ces quatre, une belle tradition nationale. Une fois par jour, à tout le moins deux ou trois fois par semaine, chaque citoyen devrait se regarder un petit moment dans le miroir puis, juste avant de détourner le regard, énoncer à voix haute, et sur l'air de la pipe de Magritte : ceci n'est pas un Québécois.